

Le « courant clair » de la démocratie.

Par Clara Jezewski-Bec. Le 17 avril 2007

¹ En cette veille de présidentielles, la proximité donne-t-elle encore... la migraine à certains candidats ou fait-elle pousser des ailes ? Si elle peut être parfois sacrifiée (les polices municipales faisaient désordre), sa rhétorique a de beaux jours devant elle (la démocratie participative comme mot d'ordre). *Clear Stream* de nos régimes, elle peut causer des misères aux grands hommes ou les ravir. Elle fait les délices d'un groupe de choc composé de quinze sociologues, historiens et politologues. Valeur-refuge ? Nouvelle figure du salut public ? Faux-nez du libéralisme ou nouvelle injonction des politiques publiques ? Cette recherche collective « dédiée » à la proximité publiée aux PUR en 2005 n'a pas pris une ride, bien au contraire.

La République des proximités serait-elle éminente ? À dire vrai, cette vertu marquée au coin du bon sens masque bien des fausses évidences et des inconforts heuristiques, par sa polysémie, son inconsistance et sa fortune tout-terrain à manger à tous les râteliers idéologiques. La proximité est à la pensée molle ce que l'adverbe « clairement » est à la logorrhée contemporaine, aurait sans doute rappelé le regretté Bertrand Poirot-Delpech...

Singulier basculement qu'analysent avec gourmandise Christian Le Bart et Rémi Lefèbre en introduction : l'intérêt général et la grandeur de l'État français furent longtemps affaire de distance, à l'abri de l'esprit de clocher et des collusions d'intérêts partisans ou locaux. Et voilà que depuis les années 2000, nous dit-on, la proximité qui, furieusement positive, contamine les discours politiques (mais pas seulement), en serait devenue, en pratique, la meilleure garante. Certains seraient même tentés d'y voir « une matrice de lecture des phénomènes sociaux en général » et l'indice d'une « relocalisation du social » dans les univers politique, syndical, associatif ou médiatique comme dans les sphères privées, par la magie d'une équation : proximité = plus direct, réel, efficace, participatif = donc légitime !

Être au contact des réalités... Les chercheurs eux-mêmes ne se laissent-ils pas porter par ce *courant clair* ? La sociologie compréhensive, au plus proche des individus et du terrain, la « sociologie pragmatique » au sens de Boltanski participent-elles à la même opération d'accréditation ? Non, répondent Christian le Bart et Rémi Lefebvre dans cet ouvrage qui cite abondamment... J.-P. Raffarin ! Il s'agit de déjouer le spontanéisme ou le substantialisme du local dans ses propres chapelles. Il faut garder ses distances pour déjouer les auto-légitimations, mettre à jour les interprétations, apprécier les usages des politiques ou des journalistes et en déblayer le socle idéologique. Il s'agit de « décoder l'arbitraire derrière la naturalité », les objets durs

(politiques publiques, discours institutionnalisés) derrière ce *chamalo* que l'on nous sert en menu, le groupe d'appartenance derrière le sentiment de proximité, les luttes d'institutions derrière la perte de substance de notre mythe collectif préféré, centralisateur et extra-territorial, les multiples valences derrière l'ambivalence, en distinguant les vraies réponses des effets de croyance. En ces temps de crise à plusieurs détente (crise de légitimité politique, du lien social, de l'autorité d'État, de la puissance publique face à l'économie, des banlieues...), reconstruire une efficacité de l'action publique est une autre paire de manches que de vouloir restaurer la confiance en se payant de mots, quand la proximité n'a de cesse de se dérober face à une société atomisée.

D'où l'héroïsme malgré lui de ce remarquable ouvrage d'investigation sur la subtile grammaire d'une dialectique bien française entre le distant et le proche : à qui profite la proximité ? Cette somme truffée de références et d'interpellations toniques de chercheur à chercheur se distribue en quatre parties : une mise en perspective théorique et historique, une analyse de la proximité comme stratégie politique, la mise en question de l'action publique de proximité et la construction médiatique de la proximité.

Morceaux choisis ou comment on se dispute le bien commun ?

Éric Doidy, en ethnographe des porte-à-porte, explore les valorisations et la politisation du proche dans différents registres auxquels correspondent ou non des régimes de justification : l'ordre politico-économique où la proximité peut être suspecte de délit d'initié, au contraire promue avec des habitants participants ou mise en scène par une tournée électorale au risque du désenchantement, l'ordre domestique où la proximité honore l'attachement mais peut aussi l'enfermer, l'ordre civique qui, de proche en proche, se déplace du général (le droit au logement) à la sphère du privé (la condition des sans-logis, tel collectif d'expulsés) pour « toucher », ou encore l'ordre écologique où le bien commun est, par excellence, à la fois universel (sauvegarder la planète...) et local-proche (en sauvant telle rivière). La vérité de la proximité n'est pas que territoriale ; c'est avant tout une épreuve pour nos représentants jamais assez présents comme pour les habitants-citoyens souvent déçus, les uns comme les autres étant contraints à forcer les logiques de clôture pour rendre des comptes sur leurs engagements ou leurs épreuves de proximité. N'est pas dépositaire du bien commun qui veut ou qui croit.

Au tour de François Rangeon d'entrer en optimiste foncier dans l'arène de l'intérêt général, interpellé par le renouveau récent de la notion même. La construction locale de l'intérêt général en un « intérêt local généralisé » a bénéficié de la promotion de la proximité et de la révision constitutionnelle de mars 2003 au prix d'un véritable renversement idéologique (l'État n'a plus le monopole) et d'un affranchissement du particularisme territorial (les collectivités locales, voire l'Union européenne ont désormais légitimité à défendre l'intérêt général). On apprend que la proximité n'est opérante que si elle repousse les limites géographiques, politiques et technocratiques des champs d'action traditionnels et joue le jeu de la contribution (encadrée) des citoyens. La proximité légitime l'intérêt général local en stimulant le débat et la conciliation d'intérêts divers (que l'on songe aux grands projets d'équipement, à la politique de la ville ou de l'environnement) ; l'intérêt général local dé-territorialise la proximité en produisant à la fois du lien social et en convertissant le particulier en général.

Pour autant, la proximité, réponse « ascendante » à la « crise de l'intérêt général » de la fin des années 90, institue-t-elle un nouvel espace public ressourcé par des pratiques démocratisées

légitimées ? N'est-elle pas plutôt une variable d'ajustement d'un « nouvel âge des inégalités » pour reprendre le terme de Pierre Rosanvallon ? Sans nous dire si les acteurs (élus, fonctionnaires,...) doivent se former à la proximité pour que cela marche, et sans se voiler la face (l'intérêt collectif est de moins en moins évident à dégager dans un contexte mouvant de multiplication d'espaces de représentations de préférences collectives), F. Rangeon parie sur une socialisation à la généralité à travers des mobilisations de proximité.

Faisant tomber les masques, Nicolas Mariot interroge : peut-il y avoir de la proximité sans mise en scène ? Rien de neuf, si l'on en croit le don d'ubiquité des anciens monarques avec leurs doublures, rappelle ailleurs Christian Le Bart. N. Mariot s'est intéressé aux récits de voyages provinciaux relatés par les services politiques ou les médias (la pâmoison que connaissent les chefs d'État successifs face à l'« enthousiasme » des foules !). Il est permis aux hommes politiques de se racheter une virginité grâce à la médiation de discours qui jouent à la fois sur la répétition (depuis les débuts de la troisième République, quel candidat n'a pas souhaité prendre la température du local) et l'amnésie (faire croire que la démarche est nouvelle... !). Cela produit des effets de croyance en une action ainsi légitimée et efficace au regard de l'adhésion manifestée (mais jamais démontrée, c'est-là le hic) par les populations lors d'un bain de foule. L'épreuve de proximité telle que relatée confère un confort à l'exercice d'une domination ? que les croyances des gouvernés et la revendication de légitimité des gouvernants coïncident ou non —, et alimente singulièrement la fabrique à démocratie d'opinion qui se dévoile aujourd'hui sur le ton de la confiance, comme l'analyse plus loin Nicolas Kaciak traquant les schèmes politiques du « treize heures » de TF1.

Se rapprocherait-on, avec les rituels de proximité, d'une forme télé-réalité politique ? Pierre Leroux analyse à la lumière de la campagne de Roselyne Bachelot par quel tour de force les promoteurs de l'intérêt général investis jusqu'ici dans des biens publics désincarnés créent l'illusion d'une adaptation aux besoins locaux. La proximité à elle seule ne saurait réduire les écarts entre représentants et représentés, mais bien plutôt des « stratégies de présence, retrait ou demi-présence » (Christian Le Bart) et de savants jeux de rôles qui exploitent la dialectique entre proximité et distance en ressource politique selon les scènes de débat et l'agenda politique. Pour des causes personnelles (l'ego d'un politique ou d'un présentateur de télévision) comme pour de « bonnes » causes : on repense avec des sueurs froides à la crise de la canicule, comme le rappelle Rémi Lefèbvre. Mais le plus... clair du temps, la proximité tisseuse de lien social masque bien des décalages (il eut été trop beau que le face à face élus-citoyens épuise la démocratie locale et ses exigences), tout comme l'absence de *continuum* politique entre les révélations du terrain (les nouveaux pauvres) et la mise sur agenda politique parlementaire au plan national. À votre bon cœur !, dirait J.-P. Pernaut...

Grandeur de la proximité mais nouvel agir politique introuvable ? Explorateurs de l'ordinaire des relations interpersonnelles (protocolaires, informelles, clientélares ou participatives), tenant à distance cette proximité plus postulée qu'analysée jusqu'ici, les auteurs tentent tour à tour d'approcher une forme de cristallisation (prendre corps, faire corps, donner corps), ses performances exigées (l' élu doit être mandataire, prestataire, traducteur, médiateur, animateur... marcheur et... femme !) et son marché concurrentiel : la maîtrise par la proximité peut se trouver débordée par d'autres instances (sondages, médias locaux...) ou mouvements plus ou moins citoyens.

La proximité peine à « médier » le rapport au politique, *l'engagement* dans ce qu'il a de décisif et de décisionnel, et à construire la politique (d'intérêt général) dans ses pleines dimensions symboliques et artisanes renouvelées, ? qu'elle soit épaulée par le cumul des mandats, travaillée

par la parité (même si cette dernière parvient à concilier le domestique et le civique, et que la femme est bien l'avenir de l'homme comme l'éclaire remarquablement Marion Paoletti), cautionnée par des professionnels de la participation (à l'exemple des animateurs d'ateliers de quartier qui veillent au contraire à dépolitiser les débats au risque de les rabattre sur de l'appartenance locale et de fabriquer des habitants-techniciens, comme l'analyse Magali Nonjon, tout en permettant, en habiles experts, la confrontation avec le *comment* agir, avec la faisabilité de l'action publique), ou hantée par le quotidien des banlieues et de la condition de l'« habitant » (Jane Rasmussen). Le politique se meurt, vive la sécurité... de proximité, pour restaurer la confiance publique et reprendre du pouvoir, explique Tanguy Goff. La culture, une autre figure du salut... au rabais se demande Thomas Hélie ? Les élus de services administratifs territorialisés (de structures élues au suffrage indirect) sont-ils gagnants en risquant la proximité (Fabien Desage) ou les fonctionnaires ne courent-ils pas après des réponses sans questions et commande politiques préalables ? On le mesure, les « auspices incertains de la proximité » engendrent bien des quiproquos et de redoutables frustrations, sur fond d'instrumentalisation du citoyen (réduit à un consommateur) — ce qui peut expliquer le succès des interventions apparemment apolitiques du *medium* télévisuel centré sur l'individu (Christiane Restier-Melleray) : il ne resterait plus qu'à témoigner (faire parler, faire savoir, faire agir) ? Gare au primat des affects et aux fausses universalités (à la télé, les provinces sont flattées au détriment de l'espace urbain et de l'Europe, brocardés...). Toucher pour être intelligible, quand la parole politique (et démiurgique) est détrônée...

Alors, la proximité : tentative désespérée de régénérer le lien social, nouvelle idéologie d'inspiration réformiste allant tout droit aux solutions « caritatives » ou communicationnelles, ou nouveau cadre-registre de compréhension courageuse, pragmatique, modeste d'un réel qui échappe et de construction post-régaliennne de problèmes ? Il revient à Philippe Genestier de rappeler, côté théorique, la variété des registres de véridicité tout en pariant sur l'émergence d'une « résilience » « par le bas », et de « conclure », côté pratique, à une symptomatique non conclusion du débat public : la proximité restaure médiatiquement la pluralité, tout en se prémunissant du pluralisme démocratique ou en entérinant l'effet de fragmentation socio-politique.

Foin des petits arrangements avec la proximité : puissent ces « savoirs du proche » d'une lucidité à toute épreuve qui nous sont ici offerts redonner sa noblesse à la figure du prochain et un visage à l'éthique de responsabilité...

Emmanuel Levinas *versus* Clear Stream, pour un nouveau quinquennat ?

Christian Le Bart et Rémi Lefebvre (dir.), *La proximité en politique ? Usages, rhétoriques, pratiques*, Presses Universitaires de Rennes, collection Res Publica, 2005, 305 p., 20 €.

Article mis en ligne le mardi 17 avril 2007 à 00:00 –

Pour faire référence à cet article :

Clara Jezewski-Bec, «Le « courant clair » de la démocratie. », *EspacesTemps.net*, Publications, 17.04.2007
<https://www.espacestemp.net/articles/le-courant-clair-de-la-democratie/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited.
Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.